



N° 1
Avril 2020

ACCENTS.

Bulletin d'information du Parti Evangélique



Image: pixabay.com

Les entreprises doivent assumer les conséquences de leurs actes

Les entreprises devraient-elles également respecter les droits de l'homme et les normes environnementales internationales pour leurs activités à l'étranger ? Il s'agit en fait d'une question rhétorique, mais c'est précisément ce dont il s'agit dans « l'initiative pour des multinationales responsables », dont le traitement au Conseil national et au Conseil des Etats a été interrompu en raison de la pandémie du coronavirus.

PP

3001 Berne
Post CH AG

Le fait que des entreprises « suisses » comme Glencore empoisonnent des fleuves au Congo et polluent l'air en Zambie provoque toujours des tempêtes d'indignation. Syngenta vend des pesticides dans le monde entier, alors qu'ils sont interdits depuis longtemps en Suisse. Et les raffineries d'or suisses obtiennent de l'or brut grâce au travail des enfants. Selon les 100 organisations et les milliers de personnes soutenant cette initiative et se préparant déjà au sein de comités locaux à la campagne de votation, ces pratiques doivent prendre fin. Sous le titre « Eglises pour des multinationales responsables », des organisations ecclésiastiques et communautés religieuses s'engagent également afin que la Suisse impose à ses entreprises d'assumer une plus grande responsabilité envers leurs actions.

L'économie craint beaucoup

cette initiative, car l'introduction de sanctions pénales pour ses propres actions, mais également pour celles de ses filiales, tout comme la possibilité d'action en justice en Suisse, laissent craindre une incertitude juridique.

Le Conseil national était prêt à reprendre les éléments principaux de l'initiative dans un bon contre-projet. S'en est suivi un combat acharné avec le Conseil des Etats dont le contre-projet évite soigneusement toute intégration de sanctions pénales dans le droit suisse des sociétés, mais uniquement une obligation d'informer pour les entreprises.

Une fin a été mise au long jeu des allers et retours sans résultat concret peu avant le début de la conférence de conciliation en raison de l'interruption de la session parlementaire.

Pour le PEV, il est clair que les entreprises doivent assumer les dommages causés aux êtres

humains et à l'environnement et qu'elles doivent être tenues pour responsables de leurs actes. C'est pourquoi il soutient le contre-projet sensé du Conseil national. Si celui-ci ne devait pas aboutir, il soutiendra l'initiative et s'investira dans le processus législatif de mise en œuvre qui suivra afin que celle-ci soit modérée mais efficace allant ainsi dans le sens du contre-projet.

Le délai de traitement par le Parlement pour cette initiative et ses contre-projets prend fin début avril. D'ici là, le Conseil national et le Conseil des Etats auraient dû avoir soumis leurs recommandations. La fin prématurée de la session en raison du corona virus a rendu cela impossible. A l'heure actuelle, il est donc impossible de dire si la votation sur les entreprises responsables pourra avoir lieu comme prévu en automne.



Influencer : notre vocation !

Jour après jour, les médias gratuits nous vantent de soi-disant « influencer » et leurs choix de vie parfois douteux... Face à tant de glamour et aux millions de « followers », l'impact de notre activité citoyenne et politique peut à premier abord sembler dérisoire. Mais je suis persuadé que chaque PEVien est appelé à être un influencer dans son quotidien, pour un objectif beaucoup plus durable ! Soin des ressources naturelles, respect de la dignité humaine, valeurs familiales, engagement civique ou politique : tout cela contribue au « bien de la ville » de manière beaucoup plus pérenne que le nouveau look de la star du moment... Devenir un influencer, c'est d'abord constater que les défis planétaires actuels demandent un engagement local et une volonté de s'investir à long terme. C'est aussi se rendre compte que nous ne sommes ni propriétaires ni esclaves de notre environnement naturel, social, économique, politique ou spirituel. Et finalement, c'est proclamer que l'autorité et la force de notre influence nous vient du Roi ! Alors saisissons l'opportunité, soyons influenceurs !

FRANÇOIS BACHMANN
PENTHALAZ (VD)
francois.bachmann@pev-vd.ch

INITIATIVE POUR LES GLACIERS : QUESTIONS IMPERTINENTES

: L'initiative pour les glaciers demande l'interdiction des combustibles fossiles.
: L'intention est louable, il ne faut toutefois pas négliger de réfléchir à toutes ses
: conséquences exprimées ou non.



Image: mäd

Si les énergies « vertes » peuvent se targuer d'être propres chez nous, elles le sont peut-être moins dans les régions du globe d'où proviennent les matériaux dont elles ont besoin...

Par exemple, si elle était acceptée, comment pourrions-nous assurer la production énergétique exigée par notre pays ? L'actuelle transition énergétique consiste à remplacer les énergies fossiles et le nucléaire par les énergies dites « renouvelables » : le photovoltaïque et l'éolien. On nous propose donc de remplacer les centrales électriques à production constante

La question du stockage de l'énergie électrique se pose donc, surtout à l'heure où les barrages, qui permettent le stockage de l'énergie, atteignent leurs limites et ne sont pas rentables. L'initiative souligne la nécessité d'une « dépendance assez faible vis-à-vis des pays étrangers, par exemple dans le contexte de l'approvisionnement en énergie ». Or en valorisant les

comme le charbon, le nucléaire et... des autoroutes électriques. Une politique favorable aux énergies renouvelables pourrait donc se retourner contre nous si le problème du stockage et de la provenance des matériaux nécessaires n'est pas résolu. L'indépendance énergétique de

« Il n'est pas évident pour le PEV – parti du centre – de sortir du lot, noyé par la polarisation gauche-droite. Les thèmes de société à venir, touchant à l'éthique, seront une occasion de plus nous profiler ? Serons-nous courageux ou timorés ?! » Silvio Mittempergher, Châtillon (JU)



par des sources intermittentes en se contentant de faire coïncider la production annuelle avec la consommation annuelle, mais avec une production qui ne correspond pas aux besoins effectifs au même moment.

Avant d'interdire les énergies fossiles, il faut résoudre le problème du stockage : quelles solutions sont aujourd'hui sûres et efficaces ?

énergies renouvelables, on crée une dépendance vis-à-vis des panneaux photovoltaïques et des éoliennes, et également vis-à-vis des importations. Tandis que nous misons sur les énergies renouvelables intermittentes, la Chine, elle, investit dans l'extraction des terres rares et la production de panneaux solaires et d'éoliennes, mais aussi dans la production d'énergies constantes

la Suisse ne pourrait alors pas être assurée sans recours aux centrales à gaz ou aux importations.

Ne risque-t-on pas de détourner l'attention de la pollution ? Les panneaux photovoltaïques et les éoliennes sont présentés comme des énergies renouvelables et écologiques. Or, seuls le soleil et le vent sont renouvelables. Quant aux composants

Image: mäd



Une énergie « verte », vraiment ?

des technologies « renouvelables », ils peuvent être très polluants et difficiles à recycler. Un monde sans énergies fossiles irait-il donc vraiment de pair avec moins de pollution... ?

Sommes-nous prêts à faire des coupes dans d'autres domaines pour pouvoir continuer à subventionner les énergies renouvelables, et comment



gérer les charges qui vont de pair avec l'avènement du photovoltaïque et de l'éolien ?

Les questions économiques sont aussi importantes. Si on peut se permettre de subventionner les énergies renouvelables, c'est parce que l'économie va bien. Mais, en imposant des règles plus strictes, il y a un risque de délocalisation et de pertes économiques, surtout si

la Suisse fait cavalier seul et si la conjoncture devient moins bonne.

Le coût social pourrait être important. Il y a donc un choix à faire : si l'on subventionne, dans un contexte économique difficile, il faut s'attendre à devoir faire des coupes ailleurs. L'initiative formule l'idée de compenser les pertes des entreprises exportatrices au moyen de taxes sur les biens importés qui ne respecteraient pas les conditions suisses. En d'autres termes, les entreprises

taxer l'importation des produits des concurrents non helvétiques pour qu'ils ne puissent pas profiter de leur avantage par rapport à la Suisse. L'idée est bonne, mais, on le voit déjà dans le domaine de l'agriculture par exemple, le protectionnisme est un vilain mot, c'est « populiste ». Mais qu'en est-il si ce protectionnisme et ses règles plus contraignantes reflètent un souhait clairement exprimé par la population de protéger l'environnement, par exemple en

« À l'ère du capitalisme numérique, ne vendons pas les données des enfants à Google même si les plans d'études accordent une grande importance à l'informatique. Attention à l'arrivée de Chromebooks dès l'école primaire ! » Valérie Oppliger, Tramelan (BE)

exportatrices seraient soumises à des conditions beaucoup plus difficiles que leurs concurrentes hors de Suisse (pensons notamment au fait qu'elles auraient l'interdiction d'utiliser des carburants fossiles). Les coûts de production risqueraient de grimper, et donc les prix de vente aussi. Ce qui est un gros désavantage face aux concurrents. L'idée serait donc de

revalorisant les produits locaux plutôt que les produits importés meilleur marché ? Il ne faut pas oublier que, si les autres pays sont soumis à des règles (beaucoup) moins contraignantes, ils ont un avantage sur la Suisse.



« Investissons-nous à tous les niveaux des institutions. C'est ce que fait Joseph Kabongo au niveau de la Ville de Genève. Depuis plus de 40 ans il s'engage pour les valeurs chrétiennes dans notre société. » Florian Baier, Petit-Lancy (GE)

CONTACT

Bienne
www.pev-bienne.ch
info@pev-bienne.ch
Silas Liechti
079 511 83 69

Fribourg romand
www.evppev-fr.ch/fr/actuel/
romandie@evppev.ch
Philippe Siraut
079 435 80 82

Genève
www.pev-ge.ch
info@pev-ge.ch
Margarita Meier
076 273 10 79

Jura
www.pev-ju.ch
info@pev-ju.ch
Philippe Siraut
079 435 80 82

Jura bernois
www.pevjb.ch
info@pevjb.ch
Valérie Oppliger
079 334 15 02

Neuchâtel
www.pev-ne.ch
romandie@evppev.ch
Philippe Siraut
079 435 80 82

Valais
www.pev-vs.ch
romandie@evppev.ch
Philippe Siraut
079 435 80 82

Vaud
www.pev-vd.ch
info@pev-vd.ch
François Bachmann
079 668 69 46

Ainsi, souvenons-nous qu'il n'est jamais bon de prendre des décisions complexes et à très long terme dans l'urgence. Tous les aspects du problème doivent être pris en compte avant de prendre une telle décision.

Le Coq/uin im/pertinent
romandie@evppev.ch

Des valeurs chrétiennes pour protéger l'environnement

... Lorsqu'un ingénieur met ses compétences techniques et ses valeurs chrétiennes au service de son prochain
... et de la protection de l'environnement à travers un engagement politique au PEV...



Steve Tanner, 47 ans

Né le 10 juillet 1972 à Orbe. Habite à Essert-Pittet. Marié et père de 3 enfants de 18, 15 et 13 ans. Diplôme d'ingénieur EPFL en 1996, Doctorat en 2000. Responsable de recherche à l'EPFL de 2005 à 2013. Directeur d'A Rocha Suisse, ONG de conservation de la nature, de 2007 à 2017. Membre du comité du PEV Vaud dès 2007. Dès 2014 fondateur et CTO d'ecoRobotix, entreprise technologique de robotique agricole. Impliqué dans sa commune de 2008 à 2015 (vice-président du Conseil général, commissions)

Steve, quand et pourquoi as-tu choisi de t'impliquer avec le PEV ?

J'ai eu le désir de m'impliquer en politique vers mes 35 ans. C'est l'envie de vivre ma foi chrétienne au service de la société qui m'a poussé vers la politique. Une comparaison des valeurs et des positionnements des partis m'a rapidement fait choisir le PEV. J'apprécie son équilibre entre valeurs individuelles et collectives, et son fondement chrétien qui ne confond pourtant pas foi personnelle et vie politique. Je m'y suis engagé dès 2007 au niveau cantonal.

Quels ont été tes engagements politiques ou civiques ?

Habitant dans un petit village, et ayant des engagements professionnels m'empêchant de viser un exécutif, je me suis impliqué au conseil général et dans plusieurs commissions durant deux législatures. J'ai ainsi pu tâter la rudesse de la vie politique, où il faut être prêt



Marche pour le climat, Berne, septembre 2019

à donner sans toujours recevoir en retour. Je crois qu'en Suisse la majorité des personnes engagées en politique le font de manière désintéressée, pour servir leur pays. C'est quelque chose qui a beaucoup de valeur.

Quelles causes te tiennent à coeur ?

Je me suis impliqué dans plusieurs campagnes politiques que le PEV a soutenues. Par exemple, la loi sur l'aménagement du territoire en 2013, pour mieux protéger nos paysages. Je me suis engagé fortement pour la protection de l'environnement dès 2006, avec le lancement d'A Rocha Suisse, une ONG pour la conservation de la nature. Nous avons été et sommes toujours actifs pour le climat. C'est un combat que je poursuis, tant au niveau associatif que politique ou personnel. Le réchauffement climatique est la problématique la plus importante que nos sociétés devront gérer ces 50 prochaines années. Nous ne sommes donc pas sortis de l'auberge et devons redoubler d'efforts. Le PEV soutient une

politique climatique ambitieuse, ce qui me réjouit. C'est ma foi en Dieu qui me donne la motivation de me battre pour une Terre préservée. Prendre soin de sa création est une belle manière de louer et d'honorer Dieu.

Quels sont tes rêves pour la Suisse ?

La politique permet d'influencer notre société, mais son impact est limité. Je pense que ma mission première comme chrétien est de partager l'espérance de la foi en Dieu avec ceux qui m'entourent. C'est là le changement véritable que nous pouvons susciter auprès de nos concitoyens. Tout le reste en découle. Mon rêve pour la Suisse, c'est donc que ses habitants puissent découvrir et vivre la richesse de Dieu. Ce n'est pas de la politique... Mais servir en politique avec ces valeurs-là, c'est ce qui me motive également !

INTERVIEW: PHILIPPE SIRAUT
romandie@evppev.ch



Images: mäd

Les techniques de l'ingénieur au service de la nature : robot désherbeur

LA COMPASSION NE DOIT PAS ÊTRE PUNIE

L'ordre du jour de la session de printemps couvrait entre autres des thèmes comme la pénalisation de la solidarité envers les réfugiés, l'interdiction de financer les producteurs de matériel de guerre et les prix élevés en Suisse. En raison de la clôture anticipée de la session parlementaire pour cause de situation sanitaire, les votes définitifs sur certains de ces sujets sont encore en attente.

Une initiative parlementaire demandait que la loi sur les étrangers et l'intégration soit modifiée, afin que les personnes qui « favorisent l'entrée, la sortie ou le séjour illégaux d'étrangers en Suisse », ne soient pas punies, si elles le font pour des raisons valables.

Les conseillers nationaux PEV ont, avec une minorité, demandé de donner suite à cette initiative. « Je ne comprends pas que dans notre pays, la compassion doit continuer à être punie. Il n'est pas possible que les personnes qui aident par charité soient traitées de la même manière que les trafiquants criminels », déclare la conseillère nationale Lilian Studer. La Suisse doit enfin arrêter de criminaliser des personnes qui agissent pour des raisons humanitaires. C'est ce qu'ont demandé les parlementaires PEV.

La compassion est différente du travail des passeurs

« La Suisse, forte de sa tradition humanitaire et chrétienne, doit faire une différence claire entre l'aide aux réfugiés pour des raisons humanitaires et de charité et l'aide par des passeurs agissant dans un intérêt financier », a insisté la Conseillère nationale Marianne Streiff. « De nombreux états européens ont adopté cette approche depuis longtemps ». Selon la législation actuelle, l'aide aux êtres humains qui entrent ou séjournent illégalement en Suisse est punissable d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à une année. Le plus souvent, les personnes sont condamnées à des amendes et une inscription au casier judiciaire. Au cours des dernières années, une moyenne de 1000 personnes ont été condam-

nées et criminalisées de cette manière. Cela a également été le cas l'année dernière pour le pasteur Norbert Valley, qui, dans le canton de Neuchâtel, a permis à un réfugié de dormir dans son église et lui a donné à manger.

Finalement le 12 mars dernier, Norbert Valley, candidat du PEV au Conseil national lors des dernières élections fédérales, a été acquitté par le tribunal de police de La Chaux-de-Fonds.

Promotion de la paix cohérente et crédible

Les conseillers nationaux PEV ont, avec la minorité, requis un contre-projet à l'initiative visant à interdire le financement des producteurs de matériel de guerre. Dans la mesure où cette minorité n'a pas obtenu de succès au Conseil national, les conseillers nationaux PEV soutiennent l'initiative.

L'initiative populaire veut interdire au niveau mondial le financement des fabricants de matériel de guerre. C'est pourquoi il devrait être interdit pour la Banque nationale suisse (BNS), pour les fondations ainsi que pour les institutions de prévoyance étatiques et professionnelles de financer des entreprises qui réalisent plus de 5% de leur chiffre d'affaire avec la production de matériel de guerre.

Promotion de la paix cohérente et crédible

Les conseillers nationaux du PEV avaient préconisé que l'initiative ne soit pas simplement rejetée, mais qu'elle soit renvoyée à la commission dans le but d'élaborer un contre-projet. Un contre-projet efficace aurait renforcé l'interdiction du financement indirect d'ar-



Image: mäd

Acquittement pour Norbert Valley, pendant que le PEV s'engageait pour la dépénalisation de la compassion

mes interdites et aurai ainsi pu permettre d'accroître la transparence. « Pour nous, la crédibilité implique également d'investir l'argent de manière éthiquement juste et d'agir de manière responsable en ce qui concerne le matériel de guerre, sa production et son exportation », a souligné la Conseillère nationale Lilian Studer, AG, lors de sa prise de position devant le Conseil. La Suisse doit rester cohérente et crédible dans ses efforts pour promouvoir la paix dans le monde.

La « surtaxe suisse » affaiblit le pouvoir d'achat

La « surtaxe suisse » injustifiée oblige les consommateurs et consommatrices suisses à payer chaque année des milliards en plus. L'initiative « Pour des prix équitables » veut éliminer cette situation. Les membres PEV ont donc soutenu au sein du Conseil national tant l'initiative que le contre-projet indirect du Conseil fédéral pour la modification de la loi sur les cartels. Les entreprises et les consommateurs suisses sont

confrontés au niveau international à des conditions de livraison discriminatoires: les fabricants et détaillants étrangers refusent de livrer directement les clients suisses. Les Suisses doivent se tourner vers leurs succursales ou portails internet (Geoblocking) qui pratiquent des prix bien plus élevés. L'initiative « Pour des prix équitables » veut créer les bases légales pour mettre un terme à cette discrimination internationale des prix fréquemment pratiquée envers les entreprises et les clients suisses. Elle requiert des mesures contre les prix disproportionnés et la réduction de notre pouvoir d'achat par les entreprises nationales et étrangères. « Les prix élevés en Suisse affaiblissent le pouvoir d'achat et grèvent en particulier les personnes aux revenus faibles et moyens », a plaidé le Conseiller national PEV Nik Gugger lors de sa prise de position en faveur de l'initiative. Il s'est également exprimé clairement en faveur de la nécessité d'interdire le Geoblocking.

«J'aimerais avant tout dire merci pour tout ce qui est réalisé dans ce pays !»

La troisième fois fut enfin la bonne : 12 ans après que le PEV Argovie a perdu son siège au Conseil national, Lilian Studer parvient à le reconquérir. La nouvelle élue s'exprime sur son style politique, ses objectifs, ses valeurs et ce que la Norvège peut nous apprendre.



Lilian Studer, 41 ans, Direction de la Croix-Bleue AG/LU, depuis 2002 Députée au Grand Conseil AG, depuis 2011 Présidente de groupe, 2004-2009 Présidente *jevp PEV Suisse

Lilian, en décembre tu as été assermentée en tant que Conseillère nationale devant l'Assemblée fédérale. Qu'est-ce que cela signifie pour toi ?

Je suis heureuse qu'après tant d'année mon travail au niveau cantonal ait été reconnu. Je constate au vu des feedbacks que je reçois et du vote des électeurs, et pas uniquement ceux du PEV, que mon travail est apprécié. Je suis également heureuse, après tant d'années de travail au niveau cantonal, de pouvoir désormais avoir l'occasion de réfléchir et contribuer, au niveau national, à façonner les thèmes qui ont toujours été importants pour moi. Cela ne va pas de soi, c'est un privilège. Je suis impatiente et je me réjouis.

La famille Studer a-t-elle fait la fête? Comment ton père, l'ancien conseiller national Heiner Studer, a-t-il réagi? T'a-t-il donné des conseils

pour tes activités au Palais fédéral ?

Nous n'avons pas vraiment eu le temps de faire la fête en famille. Bien sûr, ils étaient très heureux que j'ai été élue. Pas seulement mes parents et mes frères et sœurs, mais également mes tantes, oncles ainsi que ma grand-mère en Norvège. J'ai également ressenti beaucoup de joie chez mon père. Il sait que je dois découvrir mon chemin moi-même. Il m'a donné quelques petits conseils, comme par exemple pour la caisse de pension, mais pas de grands discours. Je suis dans la politique depuis longtemps déjà. Il connaît ma façon de faire de la politique et sait ce que j'ai fait jusqu'à maintenant.

Comment décrirais-tu ta manière de faire de la politique ?

J'ai toujours pris la position de médiatrice afin de construire

des ponts. La collaboration est importante pour moi, afin de trouver ensemble de bonnes solutions. J'espère également être crédible, cela fait en tout cas partie des feedbacks que je reçois, ainsi que le fait que je reste fidèle à moi-même. Je m'implique dans les dossiers, j'acquiesce le savoir-faire et les

ence également au niveau politique ? Que peut apprendre la Suisse de la Norvège au niveau politique ?

Je trouve que ces deux pays peuvent très bien être comparés l'un avec l'autre, notamment car ils ont une bonne situation économique. Ce que je constate, c'est que dans les pays scandi-

« En Scandinavie, la valeur accordée à la famille est bien plus élevée que chez nous. Elle peut nous servir d'exemple. »

connaissances nécessaires. Je souhaite comprendre les problématiques, me faire une idée de la situation réelle et non pas me contenter d'une position se trouvant dans un programme du parti.

Tu es à moitié norvégienne et te sens très liée à ce pays. Est-ce que la Norvège t'influ-

naves, on se laisse un peu plus de temps pour vivre. Cela est notamment dû aux structures et notamment à la valeur accordée à la famille qui est bien plus élevée qu'ici. La Suisse, dans ce domaine, encore des progrès à réaliser nous pouvons prendre exemple sur les scandinaves.



Considérée comme médiatrice qui s'engage de manière crédible en faveur des êtres humains

Quelles sont tes aspirations ? Dans quels domaines souhaites-tu t'investir particulièrement au Palais fédéral ?

Je pense qu'il y aura beaucoup de sujets que j'ai déjà traités. La politique sociale, les questions sociales et de la santé, soit tout ce qui concerne de près les êtres humains sont des thèmes qui me tiennent particulièrement à cœur. Les sujets qui m'interpellent concernent la dignité humaine, l'équité et la durabilité.

As-tu déjà des objectifs personnels que tu désires atteindre au cours de la prochaine législature ?

En tant que nouvelle venue au Conseil je dois d'abord trouver mes marques. Mais mon objectif est de développer des relations interhumaines. Cela a toujours été important pour moi : faire partie d'un tout et pouvoir avoir une influence grâce à mon orientation centrée sur les solutions et la collaboration.

« La crédibilité, l'honnêteté et la loyauté des opinions sont importantes pour moi et dans la politique. »

Dans quelles commissions aimerais-tu pouvoir travailler ?

Je suis consciente qu'en tant que nouvelle venue, je me trouve à la fin de la ligne d'attente que je dois prendre ce que je reçois. Toutefois, il y a certainement des commissions qui m'intéresseraient plus que d'autres, notamment celle de la sécurité sociale et de la santé publique, la commission de la science, de l'éducation et de la culture (Lilian en est entretemps devenue membre) ou encore de l'environnement ou des transports. Au final, je suis généraliste, mais il s'agit là des thèmes desquels je me sens la plus proche.

Si la Suisse devenait une monarchie absolue pendant une semaine, avec toi comme

monarque : qu'estimerais-tu urgent de modifier ?

Je commencerais par exprimer mon appréciation et ma reconnaissance pour tout ce qui est réalisé dans ce pays. Je ne souhaiterais pas avant tout décider de choses importantes. Je dirais à tous à quelle point je suis reconnaissante pour tout ce qui est réalisé par les bénévoles et dans des secteurs spécifiques de notre société. Puis je tenterais d'influencer certains secteurs afin d'accroître la coopération.

Quelle personne est Lilian Studer ? Comment te décris-tu ? Que disent les autres de toi ?

Je suis une personne pleine de vie, qui voit avant tout le positif et le verre à moitié plein. Je cherche à faire passer les messages, à motiver et à voir le potentiel à disposition. Je suis également une personne créative, mais j'ai également des défauts. J'ai souvent de très bons retours de mes collabo-

rateurs, que je ne suis pas juste la cheffe, mais que je promeus la collaboration et que je ne rechigne pas à prendre moi-même le balai dans les mains et que je vois et encourage le potentiel.

Le PEV s'est lancé dans la campagne au Conseil national avec le slogan « Pour des valeurs qui comptent, durablement ». Que signifient ces valeurs et lesquelles sont particulièrement importantes pour toi ?

Je trouve que les valeurs sont très importantes pour la cohabitation. Dans le quotidien politique, les valeurs les plus importantes sont la justice, la dignité humaine et la durabilité. Ce sont là les valeurs sur lesquelles j'essaie toujours de



Fotos: Rebekka Kipfer

Au sein du Parlement, elle souhaite créer des relations humaines et apporter des solutions.

fonder mes décisions. J'estime que la crédibilité est extrêmement importante, tout comme l'honnêteté et la loyauté, pas seulement dans les relations, mais également en général par rapport aux sujets traités et dans les engagements que l'on prend.

Où vois-tu le PEV Suisse dans 5 ans ? Qu'est-ce que tu lui souhaites ?

Ce serait bien évidemment génial, que dans quatre ans, nous obtenions un quatrième siège. Quand je vois comme les jeunes sont motivés et motivants, je suis certaine qu'ils peuvent apporter un grand élan. Je souhaite que nous obtenions davantage de mandats aux niveaux cantonal et municipal, que de plus en plus de person-

nes soient motivées à choisir notre politique, pour que nous puissions porter ces valeurs dans la politique et la société.

INTERVIEW: DIRK MEISEL

dirk.meisel@evppev.ch

ClimatePartner
climatiqnement neutre

Impression | ID: 53458-1410-1071

IMPRESSUM

Accents : bulletin d'information du Parti Evangélique Suisse (PEV)
16^{ème} année, numéro 1, 2020
Paraît deux fois par an.

Editeur : Parti Evangélique Suisse (PEV)
Case postale, Nägeligasse 9, 3001 Berne, tél. 031 351 71 71 info@evppev.ch
www.evppev.ch / CCP 80-38232-2

Rédaction, gestion des adresses et des abonnements : Parti Evangélique Suisse (PEV):
Philippe Siraut, philippe.siraut@evppev.ch

L'isolement n'est pas une solution

L'« initiative de limitation » est de fait une « initiative de résiliation ». Elle vise à suspendre, grâce à des négociations, l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) avec l'UE. Cet accord est toutefois lié aux accords bilatéraux I qui seraient ainsi de fait également résiliés, avec des conséquences graves sur l'économie, la recherche et les emplois en Suisse :



1. Sans les accords bilatéraux, les entreprises suisses perdent leur accès privilégié à leur principal marché de vente. Plus de la moitié (!) de tous les biens et services exportés sont destinés aux quelques 500 millions de consommateurs de l'UE.
2. La protection des salaires serait massivement mise en danger. Grâce aux mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes, les salaires et les conditions de travail sont actuellement contrôlés de manière systématique par les partenaires sociaux.
3. La Suisse a un besoin élevé de travailleurs qualifiés. La libre circulation des personnes permet aux employeurs de recruter des personnes qualifiées dans l'espace UE/AELE de manière rapide, flexible et sans charge administrative.
4. La libre circulation des personnes avec l'UE n'est pas responsable de tous les problèmes de croissance économique. Et leur licenciement n'est pas la solution à tout. Les problèmes, tels que la congestion des infrastructures de transport, doivent être résolus par des mesures ciblées spécifiques à leurs domaines respectifs. Des mesures nationales concrètes, comme les prestations transitoires pour chômeurs âgés ou l'encouragement financier de la formation continue et du perfectionnement, accompagnent la libre circulation des personnes en apportant des solutions adaptées.
5. En particulier en période d'instabilité, il est irresponsable d'isoler la Suisse et de rompre volontairement avec son partenaire commercial le plus important.

ON RECHERCHE...

Le PEV Suisse souhaite que ses membres romands se sentent toujours plus à l'aise lors des événements qu'il organise tout au long de l'année. Pour cela il souhaiterait leur offrir systématiquement une traduction en français. Une solution pour le matériel a été trouvée.

Mais le PEV Suisse aimerait maintenant constituer un petit groupe d' **INTERPRÈTES** allemand-français, pas nécessairement professionnels, mais fournissant une traduction de bonne qualité, bénévolement ou à des conditions de faveur qui soient compatibles avec ses ressources limitées.

Si vous pouvez envisager de vous joindre à ce groupe pour fonctionner occasionnellement et à tour de rôle lors de nos événements, n'hésitez pas à prendre contact avec **Philippe Siraut** au **079 435 80 82** ou par courriel à philippe.siraut@evppev.ch. D'avance merci pour votre aide.

INVITATION À NOS MEMBRES ET AMIS VAUDOIS...

Membres ou amis du PEV-VD, vous êtes cordialement conviés à la prochaine AG du PEV-VD qui aura lieu le **vendredi 8 mai 2020 de 17h30 à 19h00**

au Restaurant La Grange, rue du Casino 9 à 1400 Yverdon (à 4 minutes à pied de la gare)

Mais ce ne sera pas tout, puis que, à l'issue de cette AG, vous êtes très, très cordialement invités à nous accompagner dans la réflexion politique au sujet des votations qui étaient prévues le 17 mai. C'est ce que nous ferons à l'occasion du premier **Forum politique du Nord vaudois, au même endroit de 19h à 20h** (ou plus).

C'est une nouveauté que nous mettons en place dans le Nord vaudois et qui aura lieu à chaque fois quelques semaines avant les votations.

Pour plus d'information, n'hésitez pas à prendre contact avec **Philippe Siraut** au **079 435 80 82** ou par courriel à philippe.siraut@evppev.ch.

A très bientôt à Yverdon.